

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1975 Nr. 29

---

---

A. TITEL

*Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee  
vanaf het land  
(met Bijlagen);  
Parijs, 4 juni 1974*

**B. TEKST****Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique**

Les Parties Contractantes:

Reconnaissant que l'environnement marin et la faune et la flore qu'il conditionne ont une importance vitale pour toutes les nations;

Conscientes du fait que l'équilibre écologique et les utilisations légitimes de la mer sont de plus en plus menacées par la pollution;

Prenant en considération les recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humaine, qui s'est réunie à Stockholm en juin 1972;

Reconnaissant que des actions concertées aux niveaux national, régional et mondial sont essentielles pour prévenir et combattre la pollution des mers;

Convaincues que des actions internationales visant à contrôler la pollution marine d'origine tellurique peuvent et doivent être menées sans tarder, comme partie d'un programme progressif et cohérent de protection de l'environnement marin contre la pollution, quelle que soit son origine, comprenant les efforts actuels pour lutter contre la pollution des cours d'eau internationaux;

Considérant que les intérêts communs des États concernés d'une même zone marine doivent les conduire à coopérer au niveau régional ou sub-régional;

Rappelant la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, conclue à Oslo le 15 février 1972,

Sont convenues des dispositions ci-après:

**Article premier**

1. Les Parties Contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures possibles pour éviter la pollution de la mer, ce qui signifie l'introduction par l'homme, directement ou indirectement, de substances ou d'énergie dans l'environnement marin (y compris les estuaires) entraînant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique marin, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes de la mer.

**Convention for the prevention of marine pollution from land-based sources**

The Contracting Parties:

Recognizing that the marine environment and the fauna and flora which it supports are of vital importance to all nations;

Mindful that the ecological equilibrium and the legitimate uses of the sea are increasingly threatened by pollution;

Considering the recommendations of the United Nations Conference on the Human Environment, held in Stockholm in June 1972;

Recognizing that concerted action at national, regional and global levels is essential to prevent and combat marine pollution;

Convinced that international action to control the pollution of the sea from land-based sources can and should be taken without delay, as part of progressive and coherent measures to protect the marine environment from pollution, whatever its origin, including current efforts to combat the pollution of international waterways;

Considering that the common interests of States concerned with the same marine area should induce them to cooperate at regional or sub-regional levels;

Recalling the Convention for the Prevention of Marine Pollution by Dumping from Ships and Aircraft concluded in Oslo on 15 February 1972,

Have agreed as follows:

**Article 1**

1. The Contracting Parties pledge themselves to take all possible steps to prevent pollution of the sea, by which is meant the introduction by man, directly or indirectly, of substances or energy into the marine environment (including estuaries) resulting in such deleterious effects as hazards to human health, harm to living resources and to marine ecosystems, damage to amenities or interference with other legitimate uses of the sea.

---

2. Les Parties Contractantes prendront individuellement et en commun des mesures pour combattre la pollution marine d'origine tellurique conformément aux dispositions de la présente Convention et elles harmoniseront leurs politiques à cet effet.

### Article 2

La présente Convention s'applique à la zone maritime dont les limites sont les suivantes:

- a. les régions des océans Atlantique et Arctique et de leurs mers secondaires qui s'étendent au nord du 36° de latitude nord et entre le 42° de longitude ouest et le 51° de longitude est mais à l'exclusion:
  - i. de la mer Baltique et des Belts au sud et à l'est des lignes allant d'Hasenore Head à Griben Point, de Korshage à Spodsbjerg et de Gilbjerg Head à Kullen, et
  - ii. de la mer Méditerranée et des mers secondaires jusqu'au point d'intersection du 36° parallèle de latitude nord et du 5° 36' méridien de longitude ouest;
- b. la région de l'Océan Atlantique au nord du 59° de latitude nord et entre 44° de longitude ouest et 42° de longitude ouest.

### Article 3

Aux fins de la présente Convention:

- a. On entend par „zone maritime”: la haute mer, les mers territoriales des Parties Contractantes et les eaux en deçà de la ligne de base servant à mesurer la largeur de la mer territoriale et s'étendant dans le cas des cours d'eau, sauf décision contraire prise en vertu de l'article 16c de la présente Convention, jusqu'à la limite des eaux douces;
- b. On entend par „limite des eaux douces”: l'endroit dans le cours d'eau où, à marée basse et en période de faible débit d'eau douce, le degré de salinité augmente sensiblement par suite de la présence de l'eau de mer;
- c. On entend par „pollution tellurique”: la pollution de la zone maritime
  - i. par les cours d'eau,
  - ii. à partir de la côte, y compris par introduction au moyen de canalisations sous-marines et autres canalisations,
  - iii. à partir de structures artificielles placées sous la juridiction d'une Partie Contractante dans les limites de la zone d'application de la présente Convention.

2. The Contracting Parties shall adopt individually and jointly measures to combat marine pollution from land-based sources in accordance with the provisions of the present Convention and shall harmonize their policies in this regard.

## Article 2

The present Convention shall apply to the maritime area within the following limits:

- a. those parts of the Atlantic and Arctic Oceans and the dependent seas which lie North of 36° north latitude and between 42° west longitude and 51° east longitude, but excluding:
  - i. the Baltic Sea and Belts lying to the south and east of lines drawn from Hasenore Head to Griben Point, from Korshage to Spodsbjerg and from Gilbjerg Head to Kullen, and
  - ii. the Mediterranean Sea and its dependent seas as far as the point of intersection of the parallel of 36° north latitude and the meridian of 5°36' west longitude;
- b. that part of the Atlantic Ocean north of 59° north latitude and between 44° west longitude and 42° west longitude.

## Article 3

For the purpose of the present Convention:

- a. "Maritime area" means: the high seas, the territorial seas of Contracting Parties and waters on the landward side of the base lines from which the breadth of the territorial sea is measured and extending in the case of watercourses, unless otherwise decided under article 16c of the present Convention, up to the freshwater limit;
  - b. "Freshwater limit" means: the place in the watercourse where, at low tide and in a period of low freshwater flow, there is an appreciable increase in salinity due to the presence of seawater;
  - c. "Pollution from land-based sources" means: the pollution of the maritime area
    - i. through watercourses,
    - ii. from the coast, including introduction through underwater or other pipelines,
    - iii. from man-made structures placed under the jurisdiction of a Contracting Party within the limits of the area to which the present Convention applies.
-

## Article 4

## 1. Les Parties Contractantes s'engagent:

*a.* à éliminer, au besoin par étapes, la pollution de la zone maritime d'origine tellurique par des substances énumérées à la Partie I de l'Annexe A de la présente Convention;

*b.* à limiter sévèrement la pollution de la zone maritime d'origine tellurique par des substances énumérées à la Partie II de l'Annexe A de la présente Convention.

2. Pour l'exécution des engagements prévus au paragraphe 1 du présent article, les Parties Contractantes, conjointement ou individuellement selon les cas, mettent en oeuvre des programmes et mesures:

*a.* en vue de l'élimination urgente de la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances énumérées à la Partie I de l'Annexe A de la présente Convention;

*b.* en vue de la réduction ou le cas échéant de l'élimination de la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances énumérées à la Partie II de l'Annexe A de cette Convention. Ces substances ne peuvent être rejetées que sur agrément donné par les autorités compétentes de chaque État contractant. Cet agrément fera l'objet d'une révision périodique.

3. Les programmes et mesures adoptés au titre du paragraphe 2 de cet article comprennent, le cas échéant, des règlements ou normes spécifiques applicables à la qualité de l'environnement, aux rejets dans la zone maritime, à ceux des rejets dans les cours d'eau qui affectent la zone maritime et à la composition et à l'usage de substances et de produits. Ces programmes et mesures tiennent compte des derniers progrès techniques.

Les programmes fixent des délais d'achèvement.

4. Les Parties Contractantes peuvent, en outre, conjointement ou individuellement selon les cas, mettre en oeuvre des programmes ou des mesures en vue de prévenir, de réduire ou d'éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone maritime par une substance ne figurant pas à l'Annexe A de la présente Convention si les données scientifiques ont établi que cette substance peut créer pour la zone maritime un danger grave et s'il est urgent de prendre des mesures.

## Article 5

1. Les Parties Contractantes s'engagent à adopter des mesures en vue de prévenir et, le cas échéant, d'éliminer la pollution d'origine tellurique de la zone maritime due aux substances radioactives dont il est question à la Partie III de l'Annexe A de la présente Convention.

#### Article 4

1. The Contracting Parties undertake:

*a.* to eliminate, if necessary by stages, pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part I of Annex A to the present Convention;

*b.* to limit strictly pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part II of Annex A to the present Convention.

2. In order to carry out the undertakings in paragraph 1 of this Article, the Contracting Parties, jointly or individually as appropriate, shall implement programmes and measures:

*a.* for the elimination, as a matter of urgency, of pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part I of Annex A to the present Convention;

*b.* for the reduction or, as appropriate, elimination of pollution of the maritime area from land-based sources by substances listed in Part II of Annex A to the present Convention. These substances shall be discharged only after approval has been granted by the appropriate authorities within each Contracting State. Such approval shall be periodically reviewed.

3. The programmes and measures adopted under paragraph 2 of this article shall include, as appropriate, specific regulations or standards governing the quality of the environment, discharges into the maritime area, such discharges into watercourses as affect the maritime area, and the composition and use of substances and products. These programmes and measures shall take into account the latest technical developments.

The programmes shall contain time-limits for their completion.

4. The Contracting Parties may, furthermore, jointly or individually as appropriate, implement programmes or measures to forestall, reduce or eliminate pollution of the maritime area from land-based sources by a substance not then listed in Annex A to the present Convention, if scientific evidence has established that a serious hazard may be created in the maritime area by that substance and if urgent action is necessary.

#### Article 5

1. The Contracting Parties undertake to adopt measures to forestall and, as appropriate, eliminate pollution of the maritime area from land-based sources by radio-active substances referred to in Part III of Annex A of the present Convention.

---

2. Sans préjudice de leurs obligations découlant d'autres traités et conventions, les Parties Contractantes, dans l'exécution de cet engagement, doivent:

- a. tenir pleinement compte des recommandations des organisations et institutions internationales compétentes;
- b. tenir compte des procédures de surveillance recommandées par ces organisations et institutions internationales;
- c. coordonner leur surveillance et leur étude des substances radioactives conformément aux articles 10 et 11 de la présente Convention.

#### Article 6

1. Dans le but de préserver et d'améliorer la qualité de l'environnement marin, les Parties Contractantes, sans préjudice des dispositions de l'article 4, s'engagent à oeuvrer pour:

- a. réduire la pollution d'origine tellurique existante;
- b. prévenir toute nouvelle pollution d'origine tellurique, y compris la pollution par de nouvelles substances.

2. Dans la mise en oeuvre de cet engagement, les Parties Contractantes prennent en considération:

- a. la nature et les quantités des polluants considérés;
- b. le niveau de pollution existante;
- c. la qualité et la possibilité d'absorption des eaux réceptrices de la zone maritime;
- d. la nécessité d'une politique intégrée d'aménagement compatible avec les impératifs de la protection de l'environnement.

#### Article 7

Les Parties Contractantes conviennent de mettre en oeuvre les mesures qu'elles auront adoptées de manière:

- à ne pas augmenter la pollution dans les mers situées en dehors de la zone d'application de la présente Convention;
- à ne pas augmenter la pollution d'autres origines que d'origine tellurique dans la zone maritime couverte par la présente Convention.

#### Article 8

Aucune des dispositions de la présente Convention ne peut être interprétée comme empêchant les Parties Contractantes de prendre des mesures plus strictes en ce qui concerne la lutte contre la pollution marine d'origine tellurique.



2. Without prejudice to their obligations under other treaties and conventions, in implementing this undertaking the Contracting Parties shall:

- a. take full account of the recommendations of the appropriate international organisations and agencies;
- b. take account of the monitoring procedures recommended by these international organisations and agencies;
- c. coordinate their monitoring and study of radio-active substances in accordance with Articles 10 and 11 of the present Convention.

#### Article 6

1. With a view to preserving and enhancing the quality of the marine environment, the Contracting Parties, without prejudice to the provisions of Article 4, shall endeavour:

- a. to reduce existing pollution from land-based sources;
- b. to forestall any new pollution from land-based sources, including that which derives from new substances.

2. In implementing this undertaking, the Contracting Parties shall take account of:

- a. the nature and quantities of the pollutants under consideration;
- b. the level of existing pollution;
- c. the quality and absorptive capacity of the receiving waters of the maritime area;
- d. the need for an integrated planning policy consistent with the requirement of environmental protection.

#### Article 7

The Contracting Parties agree to apply the measures they adopt in such a way as to avoid increasing pollution:

- in the seas outside the area to which the present Convention applies;
- in the maritime area covered by the present Convention, originating otherwise than from land-based sources.

#### Article 8

No provision of the present Convention shall be interpreted as preventing the Contracting Parties from taking more stringent measures to combat marine pollution from land-based sources.

---

### Article 9

1. Lorsque la pollution d'origine tellurique en provenance du territoire d'une Partie Contractante par des substances non énumérées à la Partie I de l'annexe A de la présente Convention est susceptible de mettre en cause les intérêts d'une ou de plusieurs autres parties à la présente Convention, les Parties Contractantes concernées s'engagent à entrer en consultation, à la demande de l'une d'entre elles, en vue de négocier un accord de coopération.

2. A la demande d'une Partie Contractante concernée, la Commission mentionnée à l'Article 15 de la présente Convention examine la question et peut faire des recommandations en vue de parvenir à une solution satisfaisante.

3. Les accords spéciaux prévus dans le paragraphe 1 du présent Article peuvent, entre autres, définir les zones auxquelles ils s'appliquent, les objectifs de qualité à atteindre, et les moyens de parvenir à ces objectifs, y compris les méthodes pour l'application de normes appropriées ainsi que les renseignements scientifiques et techniques à recueillir.

4. Les Parties Contractantes signataires de ces accords spéciaux informent, par l'intermédiaire de la Commission, les autres Parties Contractantes de leur teneur et des progrès réalisés dans leur mise en oeuvre.

### Article 10

Les Parties Contractantes conviennent d'établir des programmes complémentaires ou conjoints de recherche scientifique et technique, comprenant la recherche des meilleures méthodes d'élimination ou de remplacement de substances nocives pour aboutir à une diminution de la pollution marine d'origine tellurique; elles conviennent de se communiquer mutuellement les informations ainsi obtenues. Ce faisant, elles tiendront compte des travaux effectués dans ces domaines par les organisations et institutions internationales compétentes.

### Article 11

Les Parties Contractantes conviennent de mettre progressivement en place et d'exploiter dans la zone d'application de la présente Convention un réseau d'observation permanente de paramètres permettant:

- d'apprécier le niveau existant de la pollution marine aussi rapidement que possible;
- de vérifier l'efficacité des mesures de réduction de la pollution marine d'origine tellurique, prises en application de la Convention.

### Article 9

1. When pollution from land-based sources originating from the territory of a Contracting Party by substances not listed in Part I of Annex A of the present Convention is likely to prejudice the interests of one or more of the other Parties to the present Convention, the Contracting Parties concerned undertake to enter into consultation, at the request of any one of them, with a view to negotiating a co-operation agreement.

2. At the request of any Contracting Party concerned, the Commission referred to in Article 15 of the present Convention shall consider the question and may make recommendations with a view to reaching a satisfactory solution.

3. The special agreements specified in paragraph 1 of this Article may, among other things, define the areas to which they shall apply, the quality objectives to be achieved, and the methods for achieving these objectives including methods for the application of appropriate standards and the scientific and technical information to be collected.

4. The Contracting Parties signatory to these special agreements shall, through the medium of the Commission, inform the other Contracting Parties of their purport and of the progress made in putting them into effect.

### Article 10

The Contracting Parties agree to establish complementary or joint programmes of scientific and technical research, including research into the best methods of eliminating or replacing noxious substances so as to reduce marine pollution from land-based sources and to transmit to each other the information so obtained. In doing so they shall have regard to the work carried out, in these fields, by the appropriate international organizations and agencies.

### Article 11

The Contracting Parties agree to set up progressively and to operate within the area covered by the present Convention a permanent monitoring system allowing:

- the earliest possible assessment of the existing level of marine pollution;
  - the assessment of the effectiveness of measures for the reduction of marine pollution from land-based sources taken under the terms of the present Convention.
-

A cette fin, les Parties Contractantes arrêtent les modalités pratiques des programmes de surveillance systématique et occasionnelle assurés individuellement ou en commun. Ces programmes tiendront compte de la présence dans la zone de surveillance de navires de recherche et d'autres équipements.

Les programmes tiendront compte des programmes analogues poursuivis dans le cadre des conventions déjà en vigueur et par les organisations et institutions internationales compétentes.

#### Article 12

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à veiller au respect des dispositions de la présente Convention et à prendre sur son territoire les mesures appropriées pour prévenir et sanctionner tout comportement contraire aux dispositions de la présente Convention.

2. Les Parties Contractantes informeront la Commission des mesures législatives et réglementaires prises en vue de l'application des dispositions du paragraphe précédent.

#### Article 13

Les Parties Contractantes s'engagent à se prêter assistance mutuelle en tant que de besoin pour empêcher les accidents qui pourraient conduire à la pollution d'origine tellurique, à minimiser et à éliminer les conséquences de tels accidents et à échanger des informations à cette fin.

#### Article 14

1. Les dispositions de la présente Convention ne sont pas opposables à une Partie Contractante dans la mesure où celle-ci, du fait d'une pollution ayant son origine dans le territoire d'un État non contractant, serait empêchée d'assurer leur pleine application.

2. Toutefois, cette Partie Contractante s'efforcera de coopérer avec ledit État afin de rendre possible la pleine application de la présente Convention.

#### Article 15

Une Commission composée de représentants de chacune des Parties Contractantes est créée par la présente Convention. La Commission se réunira à intervalles réguliers et à tout moment lorsque, en raison de circonstances spéciales, il en sera ainsi décidé, conformément au Règlement intérieur.

#### Article 16

La Commission a pour mission:

a. d'exercer une surveillance générale sur la mise en oeuvre de la présente Convention;

For this purpose the Contracting Parties shall lay down the ways and means of pursuing individually or jointly systematic and ad hoc monitoring programmes. These programmes shall take into account the deployment of research vessels and other facilities in the monitoring area.

The programmes shall take into account similar programmes pursued in accordance with conventions already in force and by the appropriate international organisations and agencies.

#### Article 12

1. Each Contracting Party undertakes to ensure compliance with the provisions of this Convention and to take in its territory appropriate measures to prevent and punish conduct in contravention of the provisions of the present Convention.

2. The Contracting Parties shall inform the Commission of the legislative and administrative measures they have taken to implement the provisions of the preceding paragraph.

#### Article 13

The Contracting Parties undertake to assist one another as appropriate to prevent incidents which may result in pollution from land-based sources, to minimize and eliminate the consequences of such incidents, and to exchange information to that end.

#### Article 14

1. The provisions of the present Convention may not be invoked against a Contracting Party to the extent that the latter is prevented, as a result of pollution having its origin in the territory of a non-Contracting State, from ensuring their full application.

2. However, the said Contracting Party shall endeavour to cooperate with the non-Contracting State so as to make possible the full application of the present Convention.

#### Article 15

A Commission composed of representatives of each of the Contracting Parties is hereby established. The Commission shall meet at regular intervals and at any time when due to special circumstances it is so decided in accordance with its rules of procedure.

#### Article 16

It shall be the duty of the Commission:

*a.* to exercise overall supervision over the implementation of the present Convention;

---

b. d'examiner de façon générale l'état des mers situées dans les limites de la zone d'application de la présente Convention, l'efficacité des mesures de contrôle qui ont été adoptées et la nécessité de toutes mesures complémentaires ou différentes;

c. de fixer, le cas échéant, sur proposition de la ou des Parties Contractantes riveraines d'un même cours d'eau et selon une procédure type, la limite dans ce cours d'eau jusqu'à laquelle s'étendra la zone maritime;

d. d'élaborer, conformément à l'article 4 de la présente Convention, des programmes et des mesures d'élimination ou de réduction de la pollution d'origine tellurique;

e. de faire des recommandations conformément aux dispositions de l'article 9;

f. de recueillir et d'examiner des informations et de les diffuser aux Parties Contractantes conformément aux dispositions des articles 11, 12 et 17 de la présente Convention;

g. de faire, conformément à l'article 18, des recommandations concernant les amendements éventuels aux listes de substances figurant à l'annexe A de la présente Convention;

h. de remplir toutes autres fonctions, en tant que de besoin, aux termes de la présente Convention.

#### Article 17

Les Parties Contractantes transmettent à la Commission, conformément à une procédure type:

a. les résultats du contrôle et de la surveillance prévus par l'article 11;

b. les informations disponibles, aussi détaillées que possible, sur les substances énumérées dans les Annexes de la présente Convention et susceptibles de parvenir à la zone maritime.

Les Parties Contractantes s'efforcent d'améliorer progressivement les techniques permettant de rassembler ces informations qui pourront contribuer à la révision des programmes de réduction de pollution établis conformément à l'article 4 de la présente Convention.

#### Article 18

1. La Commission établit son Règlement intérieur qui est adopté à l'unanimité des voix.

2. La Commission élabore son Règlement financier qui est adopté à l'unanimité des voix.

*b.* to review generally the condition of the seas within the area to which the present Convention applies, the effectiveness of the control measures being adopted and the need for any additional or different measures;

*c.* to fix, if necessary, on the proposal of the Contracting Party or Parties bordering on the same watercourse and following a standard procedure, the limit to which the maritime area shall extend in that watercourse;

*d.* to draw up in accordance with Article 4 of the present Convention, programmes and measures for the elimination or reduction of pollution from land-based sources;

*e.* to make recommendations in accordance with the provisions of Article 9;

*f.* to receive and review information and distribute it to the Contracting Parties in accordance with the provisions of Articles 11, 12 and 17 of the present Convention;

*g.* to make, in accordance with Article 18, recommendations regarding any amendment to the lists of substances included in Annex A to the present Convention;

*h.* to discharge such other functions, as may be appropriate, under the terms of the present Convention.

#### Article 17

The Contracting Parties, in accordance with a standard procedure, shall transmit to the Commission:

*a.* the results of monitoring pursuant to Article 11;

*b.* the most detailed information available on the substances listed in the Annexes to the present Convention and liable to find their way into the maritime area.

The Contracting Parties shall endeavour to improve progressively techniques for gathering such information which can contribute to the revision of the pollution reduction programmes drawn up in accordance with Article 4 of the present Convention.

#### Article 18

1. The Commission shall draw up its own Rules of Procedure which shall be adopted by unanimous vote.

2. The Commission shall draw up its own Financial Regulations which shall be adopted by unanimous vote.

---

3. La Commission adopte à l'unanimité des voix les programmes et les mesures de réduction ou d'élimination de la pollution d'origine tellurique prévus à l'article 4, les programmes de recherche scientifique et de surveillance prévus aux articles 10 et 11 ainsi que les décisions prises en application de l'article 16c.

Les programmes et mesures prennent effet pour toutes les Parties Contractantes et sont appliqués par elles deux cents jours après leur adoption sauf fixation par la Commission d'une autre date.

Si l'unanimité ne peut se faire, la Commission peut néanmoins adopter un programme ou des mesures par un vote à la majorité des trois-quarts de ses membres. Ce programme ou ces mesures prennent effet deux cents jours après leur adoption pour les Parties Contractantes qui ont voté en leur faveur, sauf fixation par la Commission d'une autre date, et pour toute autre Partie Contractante après qu'elle aura expressément accepté le programme ou les mesures, ce qui est possible à tout moment.

4. La Commission peut adopter des recommandations en vue d'amender l'Annexe A de la présente Convention par un vote à la majorité des trois-quarts de ses membres; celles-ci seront soumises à l'approbation des gouvernements des Parties Contractantes. Tout Gouvernement d'une Partie Contractante qui n'est pas en mesure d'approuver un amendement l'indique par écrit au Gouvernement dépositaire dans un délai de deux cents jours après l'adoption de la recommandation d'amendement en Commission. En l'absence de toute notification de ce genre, l'amendement entre en vigueur pour toutes les Parties Contractantes deux cents trente jours après le vote en Commission. Le Gouvernement dépositaire avise dès que possible les Parties Contractantes de la réception de toute notification.

#### Article 19

Dans les domaines relevant de ses compétences, la Communauté Économique Européenne exerce son droit de vote avec un nombre de voix égal au nombre de ses États membres qui sont Parties Contractantes à la présente Convention.

La Communauté Économique Européenne n'exerce pas son droit de vote dans les cas où ses États-membres exercent le leur et réciproquement.

#### Article 20

Le Gouvernement dépositaire convoquera la première réunion de la Commission dès que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention.



3. The Commission shall adopt, by unanimous vote, programmes and measures for the reduction or elimination of pollution from land-based sources as provided for in Article 4, programmes for scientific research and monitoring as provided for in Articles 10 and 11, and decisions under Article 16c.

The programmes and measures shall commence for and be applied by all Contracting Parties two hundred days after their adoption, unless the Commission specifies another date.

Should unanimity not be attainable, the Commission may nonetheless adopt a programme or measures by a three quarters majority vote of its members. The programmes or measures shall commence for those Contracting Parties which voted for them two hundred days after their adoption, unless the Commission specifies another date, and for any other Contracting Party after it has explicitly accepted the programme or measures, which it may do at any time.

4. The Commission may adopt recommendations for amendments to Annex A to the present Convention by a three quarters majority vote of its members and shall submit them for the approval of the Governments of the Contracting Parties. Any Government of a Contracting Party that is unable to approve an amendment shall notify the depositary Government in writing within a period of two hundred days after the adoption of the Recommendation of amendment in the Commission. Should no such notification be received, the amendment shall enter into force for all Contracting Parties two hundred and thirty days after the vote in the Commission. The depositary Government shall notify the Contracting Parties as soon as possible of the receipt of any notification.

#### Article 19

Within the areas of its competence, the European Economic Community is entitled to a number of votes equal to the number of its member States which are Contracting Parties to the present Convention.

The European Economic Community shall not exercise its right to vote in cases where its member States exercise theirs and conversely.

#### Article 20

The depositary Government shall convene the first meeting of the Commission as soon as possible after the coming into force of the present Convention.

---

### Article 21

Tout différend entre des Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou l'application de la présente Convention et qui n'aura pu être réglé par les Parties au différend par un autre moyen tel que l'enquête ou une conciliation au sein de la Commission, est, à la requête de l'une de ces Parties, soumis à l'arbitrage dans les conditions fixées à l'Annexe B de la présente Convention.

### Article 22

La présente Convention est ouverte, à Paris, à partir du 4 juin 1974 et jusqu'au 30 juin 1975, à la signature des États invités à la Conférence diplomatique sur la Convention pour la prévention de la pollution marine d'origine tellurique, qui s'est tenue à Paris ainsi qu'à la signature de la Communauté Économique Européenne.

### Article 23

La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement de la République française.

### Article 24

1. Après le 30 juin 1975, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion des États visés à l'article 22 ainsi qu'à l'adhésion de la Communauté Économique Européenne.

2. La présente Convention sera également ouverte à partir de cette même date à l'adhésion de toute autre Partie Contractante à la Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, ouverte à la signature à Oslo le 15 février 1972.

3. Dès son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout État non visé à l'article 22, situé en amont des cours d'eau traversant le territoire d'une ou de plusieurs Parties Contractantes à la présente Convention et se jetant dans la zone maritime définie à l'article 2.

4. Les Parties Contractantes pourront à l'unanimité inviter d'autres États à adhérer à la présente Convention. Dans ce cas, la zone maritime de l'article 2 pourra en tant que de besoin être modifiée conformément à l'article 27 de la présente Convention.

5. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française.

### Article 21

Any dispute between Contracting Parties relating to the interpretation or application of the present Convention, which cannot be settled otherwise by the Parties concerned, for instance by means of inquiry or conciliation within the Commission, shall at the request of any of those Parties, be submitted to arbitration under the conditions laid down in Annex B to the present Convention.

### Article 22

The present Convention shall be open for signature at Paris, from 4th June 1974 to 30th June 1975, by the States invited to the Diplomatic Conference on the Convention for the prevention of Marine Pollution from Land-Based Sources, held at Paris, and by the European Economic Community.

### Article 23

The present Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval. The instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of the French Republic.

### Article 24

1. After 30th June 1975, the present Convention shall be open for accession by States referred to in Article 22 and by the European Economic Community.

2. The present Convention shall also be open for accession from the same date by any other Contracting Party to the Convention for the Prevention of Marine Pollution by Dumping from Ships and Aircraft, opened for signature at Oslo on 15th February 1972.

3. From the date of its entry into force, the present Convention shall be open for accession by any State not referred to in Article 22, located upstream on watercourses crossing the territory of one or more Contracting Parties to the present Convention and reaching the maritime area defined in Article 2.

4. The Contracting Parties may unanimously invite other States to accede to the present Convention. In that case the maritime area in Article 2 may, if necessary, be amended in accordance with Article 27 of the present Convention.

5. The instruments of accession shall be deposited with the Government of the French Republic.

---

## Article 25

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt du septième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chacune des Parties qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du septième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

## Article 26

A tout moment, deux années après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard d'une Partie Contractante, cette Partie pourra dénoncer la Convention par notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle elle aura été reçue.

## Article 27

1. Le Gouvernement dépositaire convoquera, à la demande de la Commission statuant à la majorité des deux tiers de ses membres, une Conférence aux fins de reviser ou de modifier la présente Convention.

2. Lors de l'adhésion d'un État, dans les conditions prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 24, la zone maritime de l'article 2 pourra être modifiée sur proposition de la Commission statuant à l'unanimité des voix. Ces modifications entreront en vigueur après approbation unanime des Parties Contractantes.

## Article 28

Le Gouvernement dépositaire avisera les Parties Contractantes et celles visées à l'article 22:

a. des signatures de la présente Convention, du dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion et des notifications de dénonciation conformément aux articles 22, 23, 24 et 26;

b. de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur en application de l'article 25;

c. du dépôt des notifications d'approbation et d'objection et de l'entrée en vigueur des amendements à la présente Convention et à ses Annexes en application des articles 18 et 27.

### Article 25

1. The present Convention shall come into force on the thirtieth day following the date of deposit of the seventh instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

2. For each Party ratifying, accepting or approving the present Convention or acceding to it after the deposit of the seventh instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the present Convention shall enter into force on the thirtieth day after the date of deposit by that Party of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

### Article 26

At any time after the expiry of two years from the date of coming into force of the present Convention in relation to any Contracting Party such Party may withdraw from the Convention by notice in writing to the depositary Government. Such notice shall take effect one year after the date on which it is received.

### Article 27

1. The depositary Government shall, at the request of the Commission on a decision taken by a two-thirds majority of its members, call a Conference for the purpose of revising or amending the present Convention.

2. Upon accession by a State as provided for in paragraphs 2, 3 and 4 of Article 24, the maritime area in Article 2 may be amended upon a proposal by the Commission adopted by a unanimous vote. These amendments shall enter into force after unanimous approval by the Contracting Parties.

### Article 28

The depositary Government shall inform the Contracting Parties and those referred to in Article 22:

*a.* of signatures to the present Convention, of the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or accession, and of notices of withdrawal in accordance with Articles 22, 23, 24 and 26;

*b.* of the date on which the present Convention comes into force in accordance with Article 25;

*c.* of the receipt of notifications of approval or objection, and of the entry into force of amendments to the present Convention and its Annexes, in accordance with Articles 18 and 27.

---

## Article 29

L'original de la présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, sera déposé auprès du Gouvernement de la République Française qui en adressera des copies certifiées conformes aux Parties Contractantes et aux États visés à l'article 22 et qui remettra une copie certifiée conforme au Secrétaire général des Nations Unies pour enregistrement et publication conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 4 juin 1974.

Het Verdrag is ondertekend voor de volgende Staten:

de Bondsrepubliek Duitsland .....	11 juni 1974
Denemarken .....	11 juni 1974
Frankrijk .....	11 juni 1974
Luxemburg .....	11 juni 1974
het Koninkrijk der Nederlanden .....	11 juni 1974
Noorwegen .....	11 juni 1974
Spanje .....	11 juni 1974
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland ..	11 juni 1974
IJsland .....	11 juni 1974
Zweden .....	11 juni 1974
Ierland .....	7 februari 1975

---

**Article 29**

The original of the present Convention of which the French and English texts shall be equally authentic, shall be deposited with the Government of the French Republic which shall send certified copies thereof to the Contracting Parties and the States referred to in Article 22 and shall deposit a certified copy with the Secretary General of the United Nations for registration and publication in accordance with Article 102 of the United Nations Charter.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Convention.

DONE at Paris, this 4th day of June 1974.

---

**Annexe A**

La répartition des substances entre les parties I, II et III ci-dessous tient compte des critères ci-après:

- a. la persistance;
- b. la toxicité ou autres propriétés nocives;
- c. la tendance à la bio-accumulation.

Ces critères ne sont pas nécessairement d'égale importance pour une substance ou un groupe de substances déterminées, et d'autres facteurs, tels que l'emplacement et la quantité déversée, doivent peut-être être pris en considération.

**PARTIE I**

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie:

*i.* parce qu'elles ne sont pas rapidement décomposées ou rendues inoffensives par des processus naturels; et

*ii.* parce qu'elles peuvent soit:

a. entraîner une accumulation dangereuse de matières nocives dans la chaîne alimentaire, soit

b. menacer la santé des organismes vivants en provoquant des modifications non souhaitables des écosystèmes marins, soit

c. gêner gravement la récolte des produits de la mer ou les autres utilisations légitimes de la mer; et

*iii.* parce qu'on considère que la pollution par ces substances exige des mesures urgentes:

1. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs, ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives.
2. Mercure et composés du mercure.
3. Cadmium et composés du cadmium.
4. Les matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension, ou couler, et qui peuvent gravement gêner toute utilisation légitime de la mer.
5. Huiles et hydrocarbures d'origine pétrolière persistants.



### Annex A

The allocation of substances to Parts I, II and III below takes account of the following criteria:

- a. persistence;
- b. toxicity or other noxious properties;
- c. tendency to bio-accumulation.

These criteria are not necessarily of equal importance for a particular substance or group of substances, and other factors, such as the location and quantities of the discharge, may need to be considered.

### PART I

The following substances are included in this Part

- i. because they are not readily degradable or rendered harmless by natural processes; and
  - ii. because they may either:
    - a. give rise to dangerous accumulation of harmful material in the food chain, or
    - b. endanger the welfare of living organisms causing undesirable changes in the marine eco-systems, or
    - c. interfere seriously with the harvesting of sea foods or with other legitimate uses of the sea; and
  - iii. because it is considered that pollution by these substances necessitates urgent action:
    1. Organohalogen compounds and substances which may form such compounds in the marine environment, excluding those which are biologically harmless, or which are rapidly converted in the sea into substances which are biologically harmless.
    2. Mercury and mercury compounds.
    3. Cadmium and cadmium compounds.
    4. Persistent synthetic materials which may float, remain in suspension or sink, and which may seriously interfere with any legitimate use of the sea.
    5. Persistent oils and hydrocarbons of petroleum origin.
-

## PARTIE II

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie parce que, bien que présentant des caractères analogues aux substances de la partie I et devant faire l'objet d'un contrôle rigoureux, elles semblent moins nocives ou sont plus rapidement rendues inoffensives par un processus naturel:

1. Composés organiques du phosphore, du silicium et de l'étain et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans la mer en substances biologiquement inoffensives.
2. Phosphore élémentaire.
3. Huiles et hydrocarbures d'origine pétrolière non persistants.
4. Les éléments ci-après et leurs composés:
  - arsenic
  - chrome
  - cuiivre
  - plomb
  - nickel
  - zinc
5. Substances qui de l'avis de la Commission ont un effet nuisible sur le goût et/ou l'odeur de produits de consommation par l'homme dérivés du milieu marin.

## PARTIE III

Les substances suivantes sont incluses dans la présente partie parce que bien que présentant des caractères analogues aux substances de la partie I et devant faire l'objet d'un contrôle rigoureux en vue de prévenir et le cas échéant d'éliminer la pollution dont elles sont la cause, elles font déjà l'objet d'étude, de recommandations et le cas échéant, de mesures dans le cadre de plusieurs organisations et institutions internationales; ces substances sont soumises aux dispositions de l'article 5:

- Substances radioactives, y compris les déchets.
-

## PART II

The following substances are included in this Part because, although exhibiting similar characteristics to the substances in Part I and requiring strict control, they seem less noxious or are more readily rendered harmless by natural processes:

1. Organic compounds of phosphorous, silicon, and tin and substances which may form such compounds in the marine environment, excluding those which are biologically harmless, or which are rapidly converted in the sea into substances which are biologically harmless.
2. Elemental phosphorus.
3. Non-persistent oils and hydrocarbons of petroleum origin.
4. The following elements and their compounds:
  - Arsenic
  - Chromium
  - Copper
  - Lead
  - Nickel
  - Zinc
5. Substances which have been agreed by the Commission as having a deleterious effect on the taste and/or smell of products derived from the marine environment for human consumption.

## PART III

The following substances are included in this Part because, although they display characteristics similar to those of substances listed in Part I and should be subject to stringent controls with the aim of preventing and, as appropriate, eliminating the pollution which they cause, they are already the subject of research, recommendations and, in some cases, measures under the auspices of several international organisations and institutions; those substances are subject to the provisions of Article 5:

- Radioactive substances, including wastes.
-

## Annexe B

### Article premier

A moins que les parties au différend n'en disposent autrement, la procédure d'arbitrage est conduite conformément aux dispositions de la présente Annexe.

### Article 2

1. Sur requête adressée par une partie contractante à une autre partie contractante en application de l'article 21 de la Convention, il est constitué un tribunal arbitral. La requête d'arbitrage indique l'objet de la requête, y compris, notamment, les articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application sont en litige.

2. La partie requérante informe la Commission du fait qu'elle a demandé la constitution d'un tribunal arbitral, du nom de l'autre partie au différend ainsi que des articles de la Convention dont l'interprétation ou l'application font à son avis l'objet du différend. La Commission communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties Contractantes à la Convention.

### Article 3

Le tribunal arbitral est composé de trois membres: chacun<sup>\*</sup> des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être le ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun autre titre.

### Article 4

1. Si dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le Secrétaire général des Nations Unies procède, à la requête de la partie la plus diligente, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si dans un délai de deux mois après la réception de la requête, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le Secrétaire général des Nations Unies qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Passé ce délai, il saisit le Secrétaire général des Nations Unies qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

## **Annex B**

### **Article 1**

Unless the parties to the dispute decide otherwise, the arbitration procedure shall be in accordance with the provisions of this Annex.

### **Article 2**

1. At the request addressed by one Contracting Party to another Contracting Party in accordance with Article 21 of the Convention, an arbitral tribunal shall be constituted. The request for arbitration shall state the subject matter of the application including in particular the Articles of the Convention, the interpretation or application of which is in dispute.

2. The claimant shall inform the Commission that he has requested the setting up of an arbitral tribunal, stating the name of the other party to the dispute and the Articles of the Convention the interpretation or application of which is in his opinion in dispute. The Commission shall forward the information thus received to all Contracting Parties to the Convention.

### **Article 3**

The arbitral tribunal shall consist of three members: each of the parties to the dispute shall appoint an arbitrator; the two arbitrators so appointed shall designate by common agreement the third arbitrator who shall be the chairman of the tribunal. The latter shall not be a national of one of the parties to the dispute, nor have his usual place of residence in the territory of one of these parties, nor be employed by any of them, nor have dealt with the case in any other capacity.

### **Article 4**

1. If the chairman of the arbitral tribunal has not been designated within two months of the appointment of the second arbitrator, the Secretary General of the United Nations shall, at the request of either party, designate him within a further two months' period.

2. If one of the parties to the dispute does not appoint an arbitrator within two months of receipt of the request, the other party may inform the Secretary General of the United Nations who shall designate the chairman of the arbitral tribunal within a further two months' period. Upon designation, the chairman of the arbitral tribunal shall request the party which has not appointed an arbitrator to do so within two months. After such period, he shall inform the Secretary General of the United Nations who shall make this appointment within a further two months' period.

---

### Article 5

1. Le tribunal arbitral décide selon les règles du droit international et, en particulier, de la présente Convention.
2. Tout tribunal arbitral constitué aux termes de la présente Annexe établit ses propres règles de procédure.

### Article 6

1. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.
2. Le tribunal peut prendre toutes mesures appropriées pour établir les faits. Il peut, à la demande d'une des parties, recommander les mesures conservatoires indispensables.
3. Si deux ou plusieurs tribunaux arbitraux constitués aux termes de la présente Annexe se trouvent saisis de requêtes ayant des objets identiques ou analogues, ils peuvent s'informer des procédures relatives à l'établissement des faits et en tenir compte dans la mesure du possible.
4. Les parties au différend fourniront toutes facilités nécessaires pour la conduite efficace de la procédure.
5. L'absence ou le défaut d'une partie au différend ne fait pas obstacle à la procédure.

### Article 7

1. La sentence du tribunal arbitral est motivée. Elle est définitive et obligatoire pour les parties au différend.
2. Tout différend qui pourrait surgir entre les parties concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par la partie la plus diligente au tribunal arbitral qui l'a rendue ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal arbitral constitué à cet effet de la même manière que le premier.

### Article 8

La Communauté économique européenne, comme toute partie contractante à la Convention, est habilitée à agir comme partie requérante ou appelée devant le tribunal arbitral.

---

### Article 5

1. The arbitral tribunal shall decide according to the rules of international law and, in particular, those of this Convention.

2. Any arbitral tribunal constituted under the provisions of this Annex shall draw up its own rules of procedure.

### Article 6

1. The decisions of the arbitral tribunal, both on procedure and on substance, shall be taken by majority voting of its members.

2. The tribunal may take all appropriate measures in order to establish the facts. It may, at the request of one of the Parties, recommend essential interim measures of protection.

3. If two or more arbitral tribunals constituted under the provisions of this Annex are seized of requests with identical or similar subjects, they may inform themselves of the procedures for establishing the facts and take them into account as far as possible.

4. The parties to the dispute shall provide all facilities necessary for the effective conduct of the proceedings.

5. The absence or default of a party to the dispute shall not constitute an impediment to the proceedings.

### Article 7

1. The award of the arbitral tribunal shall be accompanied by a statement of reasons. It shall be final and binding upon the parties to the dispute.

2. Any dispute which may arise between the parties concerning the interpretation or execution of the award may be submitted by either party to the arbitral tribunal which made the award or, if the latter cannot be seized thereof, to another arbitral tribunal constituted for this purpose in the same manner as the first.

### Article 8

The European Economic Community, like any Contracting Party to the present Convention, has the right to appear as applicant or respondent before the arbitral tribunal.

---

C. VERTALING**Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee vanaf het land****De Verdragsluitende Partijen:**

Zich bewust van het vitale belang voor alle volken van het mariene milieu en van de daarvan levende fauna en flora;

Indachtig dat het ecologisch evenwicht en het rechtmatig gebruik van de zee in toenemende mate worden bedreigd door verontreiniging;

In aanmerking nemend de aanbevelingen van de Milieuconferentie van de Verenigde Naties, die in juni 1972 te Stockholm is bijeengekomen;

Erkennende dat gezamenlijk optreden op nationaal, regionaal en mondiaal niveau noodzakelijk is om verontreiniging van de zeeën te voorkomen en te bestrijden;

De overtuiging toegedaan dat onverwijld internationale maatregelen kunnen en moeten worden getroffen ten einde de verontreiniging van de zee vanaf het land te beteugelen, als onderdeel van een voortvarend en samenhangend programma ter bescherming van het mariene milieu tegen verontreiniging, ongeacht haar oorsprong, daarbij inbegrepen de huidige pogingen tot bestrijding van de verontreiniging van de internationale waterlopen;

Overwegende dat de gemeenschappelijke belangen van de bij een zelfde mariene zone betrokken Staten hen moeten brengen tot samenwerking op regionaal of sub-regionaal niveau;

Herinnerend aan het op 15 februari 1972 te Oslo gesloten Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten uit schepen en luchtvaartuigen,

Zijn als volgt overeengekomen:

**Artikel 1**

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het nemen van alle mogelijke maatregelen ter voorkoming van verontreiniging van de zee, wat wil zeggen het direct of indirect door de mens brengen van stoffen of energie in het mariene milieu (met inbegrip van de estuaria), ten gevolge waarvan de gezondheid van de mens in gevaar wordt gebracht, het leven en de ecosystemen in de zee worden geschaad, de mogelijkheden tot recreatie kunnen worden aangetast of een ander rechtmatig gebruik van de zee kan worden verhinderd.



2. De Verdragsluitende Partijen zullen afzonderlijk en gezamenlijk maatregelen treffen om de verontreiniging van de zee vanaf het land overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag te bestrijden en zij zullen hun beleid te dien einde harmoniseren.

## Artikel 2

Dit Verdrag is van toepassing op de als volgt begrensde maritieme zone:

- a. de delen van de Atlantische Oceaan en de Noordelijke IJszee en de hiertoe behorende zeeën ten noorden van 36° noorderbreedte en tussen 42° westerlengte en 51° oosterlengte, met uitzondering van:
  - i. de Oostzee en de Belten, ten zuiden en ten oosten van de lijnen getrokken van Hasenöre-voorland naar Punt Gribben, van Korshage naar Spodsbjerg en van Gilbjerg-voorland tot de Kullen, en
  - ii. de Middellandse Zee en bijbehorende zeeën tot aan het snijpunt van de breedtegraad van 36° noorderbreedte en de lengtegraad van 5°36' westerlengte;
- b. binnen het deel van de Atlantische Oceaan dat is gelegen ten noorden van 59° noorderbreedte en tussen 44° westerlengte en 42° westerlengte.

## Artikel 3

In dit Verdrag betekent:

- a. „maritieme zone”: de volle zee, de territoriale zeeën van de Verdragsluitende Partijen en de wateren binnen de basislijn, die dient om de breedte van de territoriale zee te meten en die zich in geval van waterlopen uitstrekt tot aan de zoetwatergrens, tenzij op grond van artikel 16c van dit Verdrag anders is bepaald;
- b. „zoetwatergrens”: de plaats in de waterloop waar bij laagwater en in tijden van geringe afvloeiing van zoet water het zoutgehalte merkbaar stijgt ten gevolge van de aanwezigheid van zee-water;
- c. „verontreiniging vanaf het land”: de verontreiniging van de maritieme zone
  - i. via de waterlopen,
  - ii. vanaf de kust, daarbij inbegrepen verontreiniging door lozing met behulp van buizen onder het zee-oppervlak en andere buizen,
  - iii. vanaf kunstmatige bouwwerken, die vallen onder de rechtsmacht van een Verdragsluitende Partij en die zich bevinden binnen de grenzen van de zone waarop dit Verdrag van toepassing is.

#### Artikel 4

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot:

*a.* het uitbannen – indien noodzakelijk in fasen – van verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land door in Deel I van Bijlage A bij dit Verdrag genoemde stoffen;

*b.* het streng beperken van de verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land door in Deel II van Bijlage A bij dit Verdrag genoemde stoffen.

2. Voor de uitvoering van het in het eerste lid van dit artikel bepaalde verwezenlijken de Verdragsluitende Partijen gezamenlijk of afzonderlijk, naar gelang van de situatie, programma's en maatregelen ten einde:

*a.* de verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land veroorzaakt door de in Deel I van Bijlage A bij dit Verdrag genoemde stoffen ten spoedigste uit te bannen;

*b.* de verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land veroorzaakt door de in Deel II van Bijlage A bij dit Verdrag genoemde stoffen te beperken of eventueel uit te bannen. Deze stoffen kunnen slechts worden geloosd met goedkeuring van de bevoegde autoriteiten van iedere Verdragsluitende Staat. Deze goedkeuring dient geregeld opnieuw te worden bezien.

3. De ingevolge het tweede lid van dit artikel aangenomen programma's en maatregelen omvatten eventueel specifieke verordeningen of normen, die betrekking hebben op de kwaliteit van het milieu, op lozingen in de maritieme zone, op die lozingen in de waterlopen die van invloed zijn op de maritieme zone, en op de samenstelling en het gebruik van stoffen en produkten. De programma's en maatregelen houden rekening met de meest recente technische vorderingen. In de programma's worden de uitvoeringstermijnen vastgesteld.

4. De Verdragsluitende Partijen kunnen bovendien gezamenlijk of afzonderlijk, naar gelang van de situatie, programma's of maatregelen uitvoeren om de verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land door een niet in Bijlage A bij dit Verdrag opgenomen stof te voorkomen, te beperken of uit te bannen, indien de wetenschappelijke gegevens hebben uitgewezen dat deze stof een ernstig gevaar kan vormen voor de maritieme zone en als er dringend maatregelen dienen te worden getroffen.

#### Artikel 5

1. De Verdragsluitende Partijen verbinden zich tot het aannemen van maatregelen ten einde verontreiniging van de maritieme zone vanaf het land door radioactieve stoffen, genoemd in Deel III van Bijlage A bij dit Verdrag, te voorkomen en eventueel uit te bannen.

2. Onverminderd hun uit andere verdragen en overeenkomsten voortvloeiende verplichtingen dienen de Verdragssluitende Partijen bij de uitvoering van deze verbintenis:

*a.* ten volle rekening te houden met de aanbevelingen van de bevoegde internationale organisaties en instellingen;

*b.* rekening te houden met de door deze internationale organisaties en instellingen aanbevolen procedures van toezicht;

*c.* hun toezicht op en hun bestudering van de radioactieve stoffen overeenkomstig de artikelen 10 en 11 van dit Verdrag te coördineren.

#### Artikel 6

1. Ten einde de kwaliteit van het mariene milieu te behouden en te verbeteren, verbinden de Verdragssluitende Partijen zich, onverminderd de bepalingen van artikel 4, te streven naar:

*a.* beperking van de huidige verontreiniging vanaf het land;

*b.* voorkoming van elke nieuwe vorm van verontreiniging vanaf het land, met inbegrip van verontreiniging door nieuwe stoffen.

2. Bij de uitvoering van deze verbintenis houden de Verdragssluitende Partijen rekening met:

*a.* de aard en de hoeveelheden van de desbetreffende verontreinigende stoffen;

*b.* de stand van de huidige verontreiniging;

*c.* de kwaliteit en de absorptiemogelijkheid van de ontvangende wateren van de maritieme zone;

*d.* de noodzaak tot een geïntegreerd ruimtelijk ordeningsbeleid, dat verenigbaar is met de eisen te stellen aan de bescherming van het milieu.

#### Artikel 7

De Verdragssluitende Partijen komen overeen de door hen aan te nemen maatregelen op zodanige wijze uit te voeren dat:

– de verontreiniging van de zeeën gelegen buiten de zone waarop dit Verdrag van toepassing is niet toeneemt;

– de verontreiniging van andere oorsprong dan die welke afkomstig is van het land in de onder dit Verdrag vallende maritieme zone niet toeneemt.

#### Artikel 8

Geen van de bepalingen van dit Verdrag kan worden uitgelegd als een belemmering voor de Verdragssluitende Partijen om strengere maatregelen te treffen ten aanzien van de strijd tegen de verontreiniging van de zee vanaf het land.

---

### Artikel 9

1. Wanneer bij de verontreiniging vanaf het land, afkomstig van het grondgebied van een Verdragsluitende Partij en veroorzaakt door niet in Deel I van Bijlage A bij dit Verdrag genoemde stoffen, de belangen van een of meer andere Partijen bij dit Verdrag dreigen te worden betrokken, verbinden de betrokken Verdragsluitende Partijen zich op verzoek van een van hen in overleg te treden ten einde een akkoord tot samenwerking tot stand te brengen.

2. Op verzoek van een betrokken Verdragsluitende Partij wordt de zaak bestudeerd door de in artikel 15 van dit Verdrag genoemde Commissie, die aanbevelingen kan doen ten einde tot een bevredigende oplossing te komen.

3. In de in het eerste lid van dit artikel bedoelde speciale akkoorden kunnen onder andere de zones worden vastgesteld waarop deze van toepassing zijn, de doelstellingen ten aanzien van de te bereiken kwaliteit en de middelen ter verwezenlijking van deze doelstellingen, met inbegrip van de methodes voor de toepassing van de geëigende normen, alsmede de te vergaren wetenschappelijke en technische gegevens.

4. De Verdragsluitende Partijen die deze speciale akkoorden ondertekenen, stellen door tussenkomst van de Commissie de andere Verdragsluitende Partijen in kennis van de strekking hiervan en van de vorderingen ten aanzien van de uitvoering van deze akkoorden.

### Artikel 10

De Verdragsluitende Partijen komen overeen aanvullende of gezamenlijke programma's op te stellen voor wetenschappelijk en technisch onderzoek, daarbij inbegrepen het onderzoek naar de beste methoden tot uitbanning of vervanging van schadelijke stoffen, ten einde te komen tot vermindering van de verontreiniging van de zee vanaf het land; zij komen overeen elkaar wederzijds de aldus verkregen gegevens ter kennis te brengen. Daarbij zullen zij rekening houden met de werkzaamheden die op deze gebieden door de bevoegde internationale organisaties en instellingen zijn verricht.

### Artikel 11

De Verdragsluitende Partijen komen overeen in de zone waarop dit Verdrag van toepassing is geleidelijk een permanent parameterwaarnemingsnet tot stand te brengen en te exploiteren ten einde:

– zo snel mogelijk de heersende graad van verontreiniging van de zee vast te stellen;

– na te gaan in hoeverre de uit hoofde van dit Verdrag genomen maatregelen ter beperking van de verontreiniging van de zee vanaf het land doeltreffend zijn.

Hiertoe stellen de Verdragsluitende Partijen de praktische modaliteiten vast van de afzonderlijk of gemeenschappelijk uit te voeren programma's voor systematisch en incidenteel toezicht. In die programma's wordt rekening gehouden met de aanwezigheid van onderzoekschepen en andere apparatuur in de zone van toezicht.

In de programma's wordt rekening gehouden met analoge programma's uitgevoerd in het kader van de reeds van kracht zijnde verdragen en door de bevoegde internationale organisaties en instellingen.

#### Artikel 12

1. Ieder van de Verdragsluitende Partijen verbindt zich te waken over de naleving van de bepalingen van dit Verdrag en op haar grondgebied de geëigende maatregelen te treffen ter voorkoming en bestrafning van elk gedrag dat strijdig is met de bepalingen van dit Verdrag.

2. De Verdragsluitende Partijen stellen de Commissie in kennis van de wetten en voorschriften die worden vastgesteld met het oog op de toepassing van de in het voorgaande lid genoemde bepalingen.

#### Artikel 13

De Verdragsluitende Partijen verbinden zich elkaar zo nodig onderling te steunen om ongevallen te voorkomen die zouden kunnen leiden tot verontreiniging vanaf het land, om de gevolgen van zodanige ongevallen tot een minimum terug te brengen en uit te bannen en om te dien einde gegevens uit te wisselen.

#### Artikel 14

1. De bepalingen van dit Verdrag kunnen niet worden gebruikt tegen een Verdragsluitende Partij, voor zover deze, ten gevolge van de omstandigheid dat de verontreiniging afkomstig is van het grondgebied van een niet-Verdragsluitende Staat, verhinderd zou zijn de volledige toepassing van die bepalingen te waarborgen.

2. Deze Verdragsluitende Partij zal er evenwel naar streven met genoemde Staat samen te werken ten einde de volledige toepassing van dit Verdrag mogelijk te maken.

#### Artikel 15

Bij dit Verdrag wordt een Commissie in het leven geroepen bestaande uit vertegenwoordigers van ieder van de Verdragsluitende Partijen. De Commissie komt regelmatig bijeen en op elk ogenblik waarop hiertoe, op grond van buitengewone omstandigheden, overeenkomstig het Huishoudelijk Reglement wordt besloten.

## Artikel 16

De Commissie heeft tot taak:

*a.* een algemeen toezicht uitoefenen op de uitvoering van dit Verdrag;

*b.* een algemeen onderzoek instellen naar de toestand van de binnen de grenzen van de zone waarop dit Verdrag van toepassing is gelegen zeeën, naar de doeltreffendheid van de aangenomen controlemaatregelen, alsook naar de noodzaak tot het treffen van aanvullende of afwijkende maatregelen;

*c.* het eventueel vaststellen volgens een standaardprocedure en op voorstel van de aan een zelfde waterloop gelegen Verdragsluitende Partij of Partijen, van de grens in die waterloop tot waar de maritieme zone zich zal uitstrekken;

*d.* het opstellen, overeenkomstig artikel 4 van dit Verdrag, van de programma's en maatregelen tot uitbanning of beperking van de verontreiniging vanaf het land;

*e.* het doen van aanbevelingen overeenkomstig het bepaalde in artikel 9;

*f.* het bijeenbrengen en bestuderen van gegevens en het rondzenden hiervan aan de Verdragsluitende Partijen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11, 12 en 17 van dit Verdrag;

*g.* het doen van aanbevelingen, overeenkomstig artikel 18, betreffende de eventuele wijzigingen in de lijsten van stoffen, die zijn opgenomen in Bijlage A bij dit Verdrag;

*h.* het vervullen van alle andere functies voor zover dit nodig mocht zijn krachtens dit Verdrag.

## Artikel 17

De Verdragsluitende Partijen doen overeenkomstig een standaardprocedure aan de Commissie toekomen:

*a.* de resultaten van de controle en het toezicht, bedoeld in artikel 11;

*b.* de beschikbare gegevens, in zo gedetailleerd mogelijke vorm, betreffende de in de Bijlagen bij dit Verdrag genoemde stoffen, die in de maritieme zone terecht zouden kunnen komen.

De Verdragsluitende Partijen streven naar geleidelijke verbetering van de technieken voor het bijeenbrengen van deze gegevens, die kunnen bijdragen tot herziening van de overeenkomstig artikel 4 van dit Verdrag opgestelde programma's ter vermindering van de verontreiniging.

### Artikel 18

1. De Commissie stelt haar eigen Huishoudelijk Reglement vast, dat met eenparigheid van stemmen wordt aangenomen.

2. De Commissie stelt haar eigen Financieel Reglement op dat met eenparigheid van stemmen wordt aangenomen.

3. De Commissie aanvaardt met eenparigheid van stemmen de in artikel 4 bedoelde programma's en de maatregelen ter beperking of uitbanning van de verontreiniging vanaf het land, de programma's voor wetenschappelijk onderzoek en toezicht, bedoeld in de artikelen 10 en 11, alsmede de besluiten die worden genomen op grond van artikel 16c.

De programma's en de maatregelen treden voor alle Verdragsluitende Partijen in werking en worden door deze toegepast tweehonderd dagen nadat zij zijn aangenomen, tenzij de Commissie een andere datum vaststelt.

Indien geen eenparigheid van stemmen wordt bereikt kan de Commissie niettemin een programma of maatregelen aannemen met een meerderheid van stemmen van drie vierde van haar leden. Dit programma of deze maatregelen treden in werking tweehonderd dagen na hun aanneming voor die Verdragsluitende Partijen die voor aanneming hebben gestemd, tenzij de Commissie een andere datum vaststelt, en voor iedere andere Verdragsluitende Partij nadat deze uitdrukkelijk het programma of de maatregelen heeft aanvaard, wat op ieder tijdstip kan gebeuren.

4. De Commissie kan aanbevelingen aannemen tot wijziging van Bijlage A bij dit Verdrag met een meerderheid van stemmen van drie vierde van haar leden; deze aanbevelingen zullen worden onderworpen aan de goedkeuring van de regeringen van de Verdragsluitende Partijen. Iedere regering van een Verdragsluitende Partij die niet in staat is een wijziging goed te keuren stelt hiervan de depot-Regering schriftelijk in kennis binnen tweehonderd dagen na aanneming van de aanbeveling tot de wijziging in de Commissie. Bij ontstentenis van enigerlei kennisgeving van dien aard treedt de wijziging voor alle Verdragsluitende Partijen in werking tweehonderd dagen na de stemming in de Commissie. De depot-Regering stelt de Verdragsluitende Partijen zo spoedig mogelijk in kennis van de ontvangst van elke kennisgeving.

### Artikel 19

Op de gebieden die onder haar bevoegdheid vallen, oefent de Europese Economische Gemeenschap haar stemrecht uit met een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal van haar Verdragsluitende Lid-Staten die Partij zijn bij dit Verdrag.

De Europese Economische Gemeenschap oefent niet haar stemrecht uit in gevallen waarin haar Lid-Staten hun stemrecht uitoefenen en omgekeerd.

### Artikel 20

Zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van dit Verdrag roept de depot-Regering de eerste vergadering van de Commissie bijeen.

### Artikel 21

Ieder geschil tussen Verdragsluitende Partijen met betrekking tot de uitlegging of de toepassing van dit Verdrag dat niet door de partijen bij het geschil kan worden beslecht op een andere wijze, zoals door een onderzoek of verzoening binnen de Commissie, wordt op verzoek van een van deze partijen voorgelegd aan een scheids-gerecht onder de in Bijlage B bij dit Verdrag vastgestelde voorwaarden.

### Artikel 22

Dit Verdrag is van 4 juni 1974 tot 30 juni 1975 te Parijs open-gesteld voor ondertekening door Staten die zijn uitgenodigd voor de te Parijs gehouden diplomatieke Conferentie inzake het Verdrag ter bestrijding van de verontreiniging van de zee vanaf het land, alsook voor ondertekening door de Europese Economische Gemeenschap.

### Artikel 23

Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedge-keurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring dienen te worden nedergelegd bij de Regering van de Franse Re-publiek.

### Artikel 24

1. Na 30 juni 1975 wordt dit Verdrag opengesteld voor toetreding door de in artikel 22 bedoelde Staten, alsmede voor toetreding door de Europese Economische Gemeenschap.

2. Dit Verdrag zal met ingang van dezelfde datum tevens worden opengesteld voor toetreding door iedere andere Verdragsluitende Partij bij het Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten uit schepen en luchtvaartuigen, dat op 15 februari 1972 te Oslo voor ondertekening werd opengesteld.

3. Met ingang van het tijdstip van inwerkingtreding zal dit Verdrag worden opengesteld voor toetreding door iedere niet in artikel 22 bedoelde Staat die is gelegen aan de bovenloop van de waterwegen die stromen door het grondgebied van een of meer Verdragsluitende Partijen bij dit Verdrag, en die uitmonden in de in artikel 2 omschreven maritieme zone.

4. De Verdragsluitende Partijen kunnen met eenparigheid van stemmen andere partijen uitnodigen tot dit Verdrag toe te treden. In dat geval kan de in artikel 2 omschreven maritieme zone zo nodig worden gewijzigd overeenkomstig artikel 27 van dit Verdrag.



5. De akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek.

#### Artikel 25

1. Dit Verdrag treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum van nederlegging van de zevende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

2. Voor elke Partij die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt of daartoe toetreedt na de nederlegging van de zevende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt dit Verdrag in werking op de dertigste dag volgende op de nederlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding van deze Partij.

#### Artikel 26

Na een termijn van twee jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit Verdrag ten aanzien van een Verdragsluitende Partij, kan die Partij te allen tijde dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving gericht aan de depot-Regering. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst.

#### Artikel 27

1. De depot-Regering roept op een met een twee derde meerderheid aangenomen verzoek van de Commissie een conferentie bijeen tot herziening of wijziging van dit Verdrag.

2. Bij toetreding van een Staat onder de in artikel 24, tweede, derde en vierde lid, bepaalde voorwaarden kan de in artikel 2 omschreven maritieme zone op voorstel van de Commissie bij eenparigheid van stemmen worden gewijzigd. Deze wijzigingen treden in werking na eenparige goedkeuring door de Verdragsluitende Partijen.

#### Artikel 28

De depot-Regering geeft de Verdragsluitende Partijen en de in artikel 22 bedoelde partijen kennis van:

a. de ondertekeningen van dit Verdrag, de nederlegging van de akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding en de kennisgevingen van opzegging overeenkomstig de artikelen 22, 23, 24 en 26;

b. de datum waarop dit Verdrag in werking treedt overeenkomstig artikel 25;

c. de nederlegging van de kennisgevingen van goedkeuring en bezwaar en de inwerkingtreding van de wijzigingen op dit Verdrag en zijn Bijlagen in overeenstemming met de artikelen 18 en 27.

**Artikel 29**

Het origineel van dit Verdrag, waarvan de Franse en de Engelse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de Regering van de Franse Republiek, die daarvan voor eensluidend gewaarmerkte afschriften doet toekomen aan de Verdragsluitende Partijen en aan de in artikel 22 bedoelde Staten, en die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift zendt aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties ter registratie en publikatie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheiden Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de vierde juni 1974.

*(Voor de ondertekeningen zie blz. 22 van dit Tractatenblad.)*

---

### Bijlage A

Bij de hierna volgende verdeling van de stoffen over de Delen I, II en III is rekening gehouden met de volgende criteria:

- a. persistentie;
- b. toxiciteit of andere schadelijke eigenschappen;
- c. de neiging tot biologische accumulatie.

Deze criteria zijn niet noodzakelijkerwijs alle even belangrijk voor een bepaalde stof of een groep stoffen en misschien moeten andere factoren in overweging worden genomen, zoals de plaats en de geloosde hoeveelheid.

### DEEL I

De volgende stoffen zijn in dit Deel opgenomen:

*i.* omdat zij niet snel tot ontbinding overgaan of onschadelijk worden gemaakt door natuurlijke processen en

*ii.* omdat zij:

*a.* een gevaarlijke opeenhoping van schadelijke stoffen in de voedselketen met zich kunnen brengen, of

*b.* de gezondheid van de levende organismen kunnen bedreigen doordat zij ongewenste veranderingen opwekken in de mariene ecosystemen, of

*c.* de winning van zeeprodukten, dan wel enig ander rechtmatig gebruik van de zee ernstig kunnen schaden; en

*iii.* omdat men vindt dat de verontreiniging door deze stoffen vraagt om dringende maatregelen:

1. Organohalogeenvverbindingen en stoffen waaruit dergelijke verbindingen in het mariene milieu kunnen ontstaan, met uitzondering van die welke biologisch onschadelijk zijn of die welke in de zee snel worden omgezet in biologisch onschadelijke stoffen.
2. Kwik en kwikverbindingen.
3. Cadmium en cadmiumverbindingen.
4. Persistente synthetische stoffen die kunnen drijven, zweven of zinken en die ander rechtmatig gebruik van de zee ernstig kunnen hinderen.
5. Van minerale olie afgeleide persistente oliën en koolwaterstoffen.

### DEEL II

De volgende stoffen zijn in dit Deel opgenomen omdat zij weliswaar dezelfde kenmerken vertonen als de in Deel I opgenomen stoffen en derhalve aan een strenge controle dienen te worden onder-

worpen, maar die toch minder schadelijk schijnen te zijn of sneller onschadelijk worden gemaakt door een natuurlijk proces:

1. Organische verbindingen van fosfor, silicium en tin en stoffen waaruit dergelijke verbindingen in het mariene milieu kunnen ontstaan, met uitzondering van die welke biologisch onschadelijk zijn of die welke in de zee snel worden omgezet in biologisch onschadelijke stoffen.
2. Elementaire fosfor.
3. Van minerale olie afgeleide niet-persistente oliën en koolwaterstoffen.
4. De hierna volgende elementen en hun verbindingen:  
arsenicum  
chroom  
koper  
lood  
nikkel  
zink
5. Stoffen die naar de mening van de Commissie een schadelijke werking hebben op de smaak en/of de reuk van voor menselijke consumptie geschikte produkten, die afkomstig zijn uit het mariene milieu.

### DEEL III

De volgende stoffen zijn opgenomen in dit Deel omdat zij, hoewel zij dezelfde kenmerken vertonen als de in Deel I opgenomen stoffen en aan strenge controle dienen te worden onderworpen ten einde de hierdoor veroorzaakte verontreiniging te voorkomen en zo nodig uit te bannen, reeds het voorwerp vormen van onderzoek, aanbevelingen en, eventueel, maatregelen in het kader van verscheidene internationale organisaties en instellingen; deze stoffen zijn onderworpen aan de bepalingen van artikel 5:

- radioactieve stoffen, met inbegrip van afvalstoffen.
-

## **Bijlage B**

### **Artikel 1**

Tenzij de partijen bij het geschil anders besluiten, zal de scheidsrechterlijke procedure worden gevoerd met inachtneming van de bepalingen van deze Bijlage.

### **Artikel 2**

1. Op verzoek van een Verdragsluitende Partij, gericht tot een andere Verdragsluitende Partij overeenkomstig artikel 21 van het Verdrag, wordt een scheidsgerecht ingesteld. Het verzoek om een scheidsrechterlijke beslissing bevat een voordracht van de zaak, hierbij inbegrepen met name de artikelen van het Verdrag waarvan de uitlegging of de toepassing aan het geschil ten grondslag ligt.

2. De eisende partij stelt de Commissie in kennis van het feit dat zij de instelling van een scheidsgerecht heeft verzocht, van de naam van de andere partij bij het geschil, alsmede van de artikelen van het Verdrag waarvan de uitlegging of de toepassing naar haar mening het voorwerp van het geschil vormen. De Commissie brengt de aldus verkregen gegevens ter kennis aan alle Partijen bij het Verdrag.

### **Artikel 3**

Het scheidsgerecht bestaat uit drie leden: ieder van beide partijen bij het geschil wijst een scheidsman aan; de beide aldus aangewezen scheidsmannen wijzen in onderlinge overeenstemming de derde scheidsman aan, die het voorzitterschap van het gerecht op zich neemt. Deze laatste mag geen onderdaan zijn van een van de partijen bij het geschil of zijn normale verblijfplaats hebben op het grondgebied van een van deze partijen of in dienst staan van een van beide of zich uit anderen hoofde reeds met de zaak hebben beziggehouden.

### **Artikel 4**

1. Indien binnen twee maanden na de aanwijzing van de tweede scheidsman de voorzitter van het scheidsgerecht niet is benoemd, gaat de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties op verzoek van de meest gerede partij binnen een volgende periode van twee maanden over tot de benoeming.

2. Indien binnen twee maanden na de ontvangst van het verzoek een van de partijen bij het geschil niet overgaat tot aanwijzing van een scheidsman, kan de andere partij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties hiervan in kennis stellen. Deze wijst binnen een volgende termijn van twee maanden de voorzitter van het scheidsgerecht aan. Na te zijn aangewezen verzoekt de voorzitter van het scheidsgerecht de partij die geen scheidsman heeft benoemd dit te

doen binnen een termijn van twee maanden. Na het verstrijken van deze termijn licht hij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties in, die binnen een volgende termijn van twee maanden overgaat tot de benoeming.

#### Artikel 5

1. Het scheidsgerecht beslist overeenkomstig de regels van het internationaal recht en, in het bijzonder, van dit Verdrag.

2. Een ingevolge de bepalingen van deze Bijlage ingesteld scheidsgerecht stelt zelf zijn procedureregels vast.

#### Artikel 6

1. Het scheidsgerecht beslist, zowel ten aanzien van de procedure als van de zaak zelf, met meerderheid van stemmen.

2. Het scheidsgerecht kan alle passende maatregelen nemen om de feiten vast te stellen. Het kan, op verzoek van een van beide partijen, de onmisbare conservatoire maatregelen aanbevelen.

3. Indien twee of meer scheidsgerechten, ingesteld ingevolge de bepalingen van deze Bijlage, verzoeken voorgelegd krijgen betreffende identieke of analoge zaken, kunnen zij elkaar in kennis stellen van de procedures ten aanzien van de vaststelling van de feiten en hiermede zoveel mogelijk rekening houden.

4. De partijen bij het geschil dienen alle faciliteiten te verlenen die nodig zijn voor de doeltreffende afhandeling van de procedure.

5. Afwezigheid of in gebreke blijven van een partij bij het geschil belemmert de voortgang van de procedure niet.

#### Artikel 7

1. De uitspraak van het scheidsgerecht is met redenen omkleed. Zij is definitief en bindend voor de partijen bij het geschil.

2. Alle geschillen die zich tussen de partijen kunnen voordoen ten aanzien van de uitlegging of de uitvoering van de uitspraak, kunnen door de meest gereede partij worden voorgelegd aan het scheidsgerecht dat de uitspraak heeft gedaan of, indien dit niet beschikbaar is, aan een ander voor dit doel ingesteld scheidsgerecht, dat is ingesteld op dezelfde wijze als het eerste scheidsgerecht.

#### Artikel 8

De Europese Economische Gemeenschap is, zoals iedere Partij bij dit Verdrag, bevoegd op te treden als eisende of gedaagde partij voor het scheidsgerecht.

---

#### D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

#### E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag is voorzien in artikel 23.

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 25, eerste lid, van het Verdrag in werking treden op de dertigste dag volgend op de datum van nederlegging van de zevende akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

#### J. GEGEVENS

Het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens een op uitnodiging van de Franse Regering bijeengekomen diplomatieke conferentie, welke van 17 tot 21 september 1973, 13 tot 19 december 1973 en 19 tot 21 februari 1974 te Parijs werd gehouden.

Van het op 15 februari 1972 te Oslo tot stand gekomen Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee ten gevolge van het storten uit schepen en luchtvaartuigen, naar welk Verdrag onder meer in de preambule tot het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1972, 62.

Van het op 25 maart 1957 te Rome tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, naar welke Gemeenschap onder meer in artikel 19 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is de Nederlandse tekst geplaatst in *Trb.* 1957, 91; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1962, 104. Vergelijk *Trb.* 1965, 130 en *Trb.* 1967, 97, alsmede *Trb.* 1970, 110 en *Trb.* 1971, 14, en *Trb.* 1972, 25 en *Trb.* 1973, 63.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie onder meer in artikel 29 van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 156.

Uitgegeven de vierentwintigste maart 1975.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
M. VAN DER STOEL.